

**Mathilde KERNÉIS-CARDINET**

Née le 23 mars 1984

Mariée, deux enfants

mathilde.kerneis@univ-rouen.fr



Inspecteur des finances publiques, détaché auprès d'Expertise France  
Chercheur associé au CUREJ (Université de Rouen)  
Chargée de cours Université Paris XIII  
Officier au sein de la réserve opérationnelle de la Garde républicaine

**CURSUS UNIVERSITAIRE**

- 2007-2012      Doctorat en droit public, mention très honorable (Université de Rouen)  
Titre de la thèse : « L'autodéfinition de compétences par les collectivités territoriales et la délimitation de territoires de l'action publique. Vers un nouvel ordre territorial ? », sous la direction du professeur Jean-Philippe Bras.
- 2006-2007      Master recherche droit public approfondi, mention très bien
- 2005-2006      Maîtrise droit public, mention assez bien
- 2002-2005      Licence droit, mention assez bien

**ACTIVITÉ PRINCIPALE**

**Assistant technique auprès d'Expertise France**

- Depuis 2018      Expert long terme résident, Port-au-Prince, Haïti  
Dans le cadre du State building contract II (financement UE), placé auprès du Ministère de l'intérieur et des collectivités territoriales haïtien en appui technique pour la mise en œuvre des réformes relatives aux finances publiques locales

**Inspecteur des finances publiques**

- 2013-2014      École nationale des Finances publiques, Clermont-Ferrand  
Formation d'inspecteur, à dominante fiscalité
- 2014-2018      Rédactrice contentieux au Bureau JF-2A, Direction générale des Finances publiques, Paris :
- réponse aux demandes préalables indemnitaires des contribuables et des collectivités locales
  - défense devant les juridictions des contentieux engagés contre l'administration au titre de la responsabilité de l'État du fait de l'action des services fiscaux, et engagement de recours en appel et en cassation
  - réponse à des demandes de solution présentées par des bureaux d'administration centrale et du réseau de la DGFIP en matière indemnitaire
  - défense des recours pour excès de pouvoir dénués de lien direct avec l'impôt : cadastre, révision des valeurs locatives, inscription au tableau d'expert-comptable.

## ACTIVITÉS DE RECHERCHE

**Chercheur associé au Centre universitaire rouennais d'études juridiques, depuis 2012.**

Thèmes : droit administratif, droit des collectivités territoriales, finances publiques

Publication d'articles scientifiques et notes de jurisprudence en droit public au sein d'ouvrages collectifs et de revues spécialisées

Participation à des journées d'étude et colloques

Membre du Groupement de recherche sur l'administration locale en Europe et de l'Observatoire national de la décentralisation (CNRS).

Participation à la rédaction du *Dictionnaire d'administration publique* du CERDHAP, Université de Grenoble, dir. N. Kada. PUG, octobre 2014 (notices rédigées : « Ministère des finances », « Trésor public » et « Tutelle ») et *Dictionnaire encyclopédique de la décentralisation*, dir. N. Kada et alli, éd. Berger-Levrault, 2017 (notice rédigée : « Délégation de service public »).

Participation au groupe de travail de la Cour des comptes sur la réforme de la responsabilité personnelle et pécuniaire du comptable public, 2018.

### ***Publications***

#### 1. Articles de fond publiés dans des revues

- 2019            « La responsabilité de l'administration fiscale à l'égard des collectivités locales », *RDP*, 2019, à paraître.
- 2017            « Le rejet de la jonction des conclusions fiscales et indemnitaires, retour sur une jurisprudence administrative constante », *Revue de droit fiscal*, n° 58.
- 2016            « Les sanctions de la responsabilité personnelle et pécuniaire du comptable public, réforme de 2011 et mise en œuvre jurisprudentielle », *Revue du gestionnaire public*, 2016, n° 1, p. 44.
- 2015            « Remarques sur la qualification de préjudice financier par la Cour des comptes », *JCP Administrations et collectivités*, 2015, n° 2037.
- 2014            « Le nouveau régime de responsabilité du comptable public, un régime qui ne veut pas révéler son nom », *RFDA*, 2014, pp. 393-398.
- « Recours administratifs préalables obligatoires et autres procédures de recours internes obligatoires. Ou l'autonomisation de sous-ordres juridiques », *JCP Administrations et collectivités*, 2014, n° 2106.
- 2013            « Les droits du mandant dans la procédure de vote par procuration. Protection et limites », *AJDA*, 2013, pp.453-456.
- 2008            « L'acte II et la démocratie semi-directe au sein des collectivités », *Les annales de droit*, n° 2, 2008, pp. 89-124.

#### 2. Commentaires de dispositions législatives et de jurisprudences

- 2019            « Le comptable public et le contrôle de la compétence de l'auteur d'un acte administratif », note sous CE, 28 décembre 2018, n° 410113, *JCP Administrations et collectivités*, 2019, à paraître.

- 2018 « Quelle responsabilité du préfet pour le mandatement d'office d'une dépense obligatoire ? », note sous CE, 5 juillet 2018, n° 406671, *JCP Administration et collectivités*, 2018, n° 2305.
- « Compensation financière et acte réglementaire portant modification de règles relatives à l'exercice de compétences transférées », note sous CE, 21 février 2018, n° 404879 et 409286, *JCP Administrations et collectivités*, 2018, n° 2148.
- « Réparation intégrale du préjudice et limites procédurales », note sous CE, 22 décembre 2017, n° 385864, *Communauté d'agglomération du Pays de l'Or*, *JCP Administrations et collectivités*, 2018, n° 2070
- 2017 « La responsabilité du comptable principal du fait du comptable secondaire », note sous l'arrêt CE, 24 février 2017, n° 376384, *JCP Administrations et collectivités*, 2017, n° 2201.
- « L'obligation de transmission de l'ensemble des décisions prises dans l'exercice de prérogatives de puissance publique par des SEML », note sous l'arrêt CE, 24 mai 2017, n° 397197, *Herbert*, *JCP Administrations et collectivités*, 2017, n° 2008.
- « L'articulation entre la recevabilité de tout moyen nouveau et l'obligation de motiver les requêtes », note sous l'arrêt CE, 16 novembre 2016, n° 393454, *Société Oddo*, *Droit fiscal*, 2017, comm n° 198.
- « Les conditions de majorité applicables en matière de reversements financiers au sein du bloc communal : quels assouplissements envisageables ? », note sous l'avis CE, 12 juillet 2016, n° 391635, *Revue du gestionnaire public*, 2016, n° 1.
- 2016 « Quand la qualification d'une gestion de fait est conditionnée par l'appréciation par le juge financier de la légalité d'un acte administratif », note sous l'arrêt CE, 28 septembre 2016, n° 385903, *Lecomte*, *JCP Administrations et collectivités*, 2016, n° 2330.
- « Injonction conditionnelle en cas d'annulation pour vice de forme d'un acte octroyant une subvention », note sous l'arrêt CE, n° 363047 du 1er juillet 2016, *Commune d'Émerainville*, *JCP Administrations et collectivités*, 2016, n° 2281.
- « L'obligation d'un hôpital de suivre par ses propres moyens le recouvrement de créances issues d'un contrat d'hébergement », note sous l'arrêt CE, n° 388643 du 3 février 2016, *Hôpital de Prades*, *JCP Administrations et collectivités*, 2016, n° 2225.
- « Nature et qualités des pièces justificatives à fournir par le comptable public à l'appui du paiement d'une dépense », note sous CE, n° 380105 du 9 mars 2016, *JCP Administrations et collectivités*, 2016, n° 2129.
- « Des nuisances sonores d'une salle des fêtes : prescription quadriennale et carence dans l'usage des pouvoirs de police », note sous l'arrêt CE, n° 381825 du 3 février 2016, *Commune de Cormelles-le-Royal*, *JCP Administrations et collectivités*, 2016, n° 2109.
- « L'extension au domaine fluvial des critères classiques de la domanialité publique », note sous l'arrêt CE, n° 367019 du 21 octobre 2015, *Communauté d'agglomération du lac du Bourget*, *AJDA*, 2016, p. 323.

« Précisions sur la suspension des pouvoirs de l'assemblée délibérante en cas de contrôle budgétaire », note sous l'arrêt CE, n° 387630 du 9 décembre 2015, *Royer, JCP Administrations et collectivités*, 2016, n° 2043.

« Les apports du décret d'application des articles L. 1611-7 et L. 1611-7-1 relatifs aux conventions de mandat financier », *JCP Administrations et collectivités*, 2016, n° 2006.

2015 « L'appropriation par le Conseil d'État du critère de l'affectation aux besoins de la circulation terrestre », note sous l'arrêt CE, n° 373896 du 2 novembre 2015, *Commune de Neuves-Maisons, Lexbase Hedbo éd. publique*, n° 396 du 3 décembre 2015.

« Une nouvelle place accordée aux conventions de mandat financier. À propos de l'article 40 de la loi relative à la simplification de la vie des entreprises », *JCP Administrations et collectivités*, 2015, n° 2311.

« La suppression de taxes de faible rendement. À propos de l'article 20 de la loi de finances pour 2015 », *Revue de droit fiscal*, 2015, act. n° 123.

### 3. Communications orales ayant donné lieu à publication

2016 « La recherche par le législateur de nouvelles modalités d'exercice des compétences locales », co-écrit avec N. Dantonel-Cor, in M.-C. Steckel (dir.), *Recomposition territoriale : la décentralisation entre enjeux et obstacles*, L'Harmattan, 2016, pp. 231-248.

Colloque organisé par l'OMIJ, l'AdCF et le GRALE, à l'université de Limoges, les 4 et 5 décembre 2015.

2015 « De la nature juridique du régime de responsabilité du comptable public », *Gestion & Finances publiques*, n° 5-6, 2015, pp. 67-75.

Séminaire annuel des procureurs financiers, Cour des comptes, le 5 décembre 2014.

2013 « La subordination des processus d'évolution / transformation à la consultation populaire », in P.-Y. Chicot (dir.), *L'influence des régimes juridiques des collectivités territoriales d'outre-mer sur l'évolution de l'État français*, éd. Cujas, 2013, pp. 99-110. Colloque organisé par le CERAL et le CAGI-CRPLC, à l'Assemblée nationale, les 3 et 4 novembre 2011.

2012 « Des limites à la liberté des collectivités territoriales dans la décentralisation du patrimoine monumental », *Lamy droit de l'immatériel*, février 2012, pp. 79-84.

Journée d'étude « L'Art et le Droit », organisée sous la direction de S. Pessina-Dassonville, par l'association Juris-ART, à l'université de Rouen, le 6 octobre 2010.

2011 « Le transfert de propriété du domaine public fluvial aux collectivités : entre cohérence de la réforme décentralisatrice et balkanisation du cours d'eau », *Vertigo La revue électronique en sciences de l'environnement*, décembre 2011 <http://www.vertigo.revues.org/>.

Colloque « Estuaires, fleuves et cours d'eau. Représentations et pratiques » organisé par le CETAPS, l'IDEES et l'ER3S à l'Université de Rouen, les 5 et 6 mai 2010.

« L'État et la réforme de l'intercommunalité », in N. Kada (dir.), *De la réforme territoriale à la réforme de l'État*, Presses universitaires de Grenoble, 2011, pp. 63-75. Colloque organisé par le CERDHAP à l'université de Grenoble, les 18 et 19 novembre 2010.

« La spécialisation des administrations intermédiaires, la consécration en trompe-l'œil de la région », in G. Protière (dir.), *La réforme territoriale. Une politique en faux-semblant ?*, L'Harmattan, 2011, pp. 115-136.

Colloque « La réforme territoriale : un tournant dans la politique d'aménagement du territoire ? », organisé à l'occasion des XIII<sup>ème</sup> rencontres juridiques, à l'Hôtel du département du Rhône, à Lyon, le 3 novembre 2010.

- 2009 « La recomposition territoriale en EPCI à fiscalité propre », in G. Protière (dir.), *Espaces du droit et droits des espaces*, L'Harmattan, 2009, pp. 73-90.  
Journée d'étude organisée par l'AJ3DP-LES, à l'université Lyon II, le 24 avril 2009.

#### 4. Contribution à des ouvrages collectifs

- 2019 « La métropole Rouen Normandie, un EPCI urbain sur un territoire à dominante rurale », in B. Camguilhem et S. Pessina-Dassonville, *Droit et territoire*, PURH, 2019, à paraître.
- 2015 « Une crise de la décentralisation ? », in G. Quintane (dir.), *Crises et droits, Mélanges en l'honneur du professeur J. Bouveresse*, Ed. L'Épitoge, 2015, pp. 245-257.  
« Décentralisation et transfert de propriété. Quand l'État demeure derrière les biens qu'il cède », in A. Dionisi-Peyrusse et B. Jean-Antoine (dir.), *Droit et patrimoine*, PURH, 2015, pp. 261-270. Ouvrage collectif du CUREJ, Université de Rouen.
- 2011 « Un transfert sur candidature au profit des acteurs décentralisés », in C. Mamontoff (dir.), *La réforme aéroportuaire de la loi du 13 août 2004 à l'épreuve des faits*, L'Harmattan, 2011, pp. 33-52.  
Ouvrage collectif de la commission « infrastructures » du GRALE.  
« La situation aéroportuaire de Haute-Normandie », in *idem*, pp. 269-278.

### ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT

- 2007-2010 Moniteur de l'enseignement supérieur, Rouen.  
2010-2012 Attaché temporaire d'enseignement et de recherche, Rouen.  
Travaux dirigés en droit constitutionnel, droit administratif, droit administratif des biens et organisation administrative.

Animation de deux conférences (23 septembre 2009 et 24 mars 2011) organisées par l'Institut des sciences du travail de l'Ouest, au profit de la formation continue de fonctionnaires, sur le thème des réformes territoriales.

- 2015-2019 Chargée de cours, Université Paris XIII, Bobigny  
Cours magistral en droit des collectivités territoriales en 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> année de Master Interventions sociales urbaines et cours magistral en droit de la responsabilité administrative en 2<sup>ème</sup> année de Master Interventions sociales urbaines.